

CONSEIL
DE TUTELLE



Distr.
LIMITEE

T/COM.5/L.214
6 novembre 1957

ORIGINAL : FRANCAIS

COMMUNICATION DE MM. ETIENNE MBOUNYA ET JOSEPH MANKAM
CONCERNANT LE CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION FRANCAISE

(Distribuée conformément à l'article 24 du règlement intérieur du Conseil de tutelle)

Mbounya Etienne et Mankam Joseph
Représentant de la Collectivité
coutumière de Batotchin par Mbouda
B. P. 37
New Bell, Douala
Cameroun

Mbouda, le 15 août 1957

à Monsieur le Procureur de la République près la Justice de
1ère Instance de Dschang et de
Monsieur le Juge d'Instruction près la Justice de Dschang

Objet : Plaidant un constat
sur l'incendie volontaire des
domicile du chef canton - Batotchin

Monsieur le Procureur,

Une fois de plus en plus que nous signalons l'évolution du peuple Batotchin devient le plus marasme que nous vous alertons énergiquement qu'un incendie volontaire s'est éclaté à minuit le 10 août 1957, des domiciles de Monsieur Mankam Joseph chef Canton de Batotchin, et par un Télégramme qui fut rédigé au courant, alors que nous lançons une fois de plus ce dernier appel vibrant envisageons qu'un constat urgent est prévu à cet effet à la requête sur place en vu qu'un complot sanguinaire des massacres du peuple de Batotchin des MM. le chef de poste de la Gendarmerie, chef subdivision de Mbouda et

qu'accompagnaient le Gerant de la société dangereuse S.I.N.C.A.O. des complicités arbitrage MM. Camion n° 27-24 C4 de Sambenkong Boniface, Ngouasta Joseph, John NKouste, Nimga Richard, Tsash Etienne, Sowat Nicodème, Nkouang Pierre, Talia Michel, Ngouffo Captain, Ngiffeut Fobasso Gabriel, Tagne, tous criminels se rendant à minuit le 10 août 1957 à Batotchin qu'à l'issue peuple et à son absence le chef canton M. Mantotchin où il est entendu à cette heure un bruit lançant ses appels en sifflant portant à leurs mains des armes à feu - matchettes, couteux, lances, batons de pouvoir qui calment l'esprit du peuple au profond de sommeils, une bouteille d'essence fut ramassée ce matin même que les traces s'étant inéfaçable, alors que nous portons à la connaissance des autorités judiciaires qu'à la requête d'un constat les biens Traditionnels de M. Mankam le victime et innombrables éléments furent causés des dégats matériels très importants que le Trésor général de son peuple ait endommagés intérêts où l'on est pas encore eu le temps de stocker au dessus de la procédure intéressée que nous introduisons devant cette instance judiciaire en cause !!

Que nous sommes convaincus lors après l'incendie volontaire le chef de poste de la Gendarmerie demeurant à Batotchin se rendant immédiatement à l'issue de Mankam le Victime sans être signalé a eu reconnaissance qu'il était bien sur et portant à la suite d'une plainte d'annonçante cet incendie volontaire qui lui sera déposée par le chef Mankau qu'il se regrette comme le chef de Région Bamiléké a autorisé ce complot au combat des Ruines de Batotchin comme tels ! en espèce, il a ensuite rendu l'hommage au victime qui lui demande combien s'élève donc Mankam lui avait exprimé son mécontentement à la regrette de ses habitations qu'il n'a pas encore stocker et n'avait pas constaté qu'à l'heure actuelle de sa sortie de la prison innocence le 25 Juillet dernier qu'il sera peu après être victime qu'il appartient aux responsables de la requête lui fait savoir après la reconnaissance de cause de cet incendie portant de conseient des autorités régionales de cette localité, mais à la suite de cette enquête le chef de poste de la gendarmerie de Douanes Batotchin met son point de vue sentimentale qui prait à l'homme victime ne fasse à ce M. BOUNYA ETIENNE représentant général de la cause assumer la défense du peuple mandataire puisse savoir ce qui s'est passé à son canton que l'Administration lui a dit de soumettre au victime qui sont prêts d'engagée une procédure qui lui sera en vue de verser des indemnités au sujet des biens Traditionnels qui

/...

viennent être volontaire incendie, malgré que les autorités Administratives se plaient à meeting réunion concluant que voulant perdre la vie du victime seulement lors ce complot est soumi, n'étant à l'incendie des seuls domiciles de Munkam Joseph, unis à détruire sa vie personnelle de ne plus prendre part au Comité de l'U.P.C. il vient de quitter à lamentable prison, mais l'on avait bien pas compris que l'incendie s'est éclaté volontairement !!

En vous souhaitant du courage M. le chef de Région Bamiléké et Chef Subdivision de Mbouda, par le chef de poste de la gendarmerie l'explication nécessaire que vous m'avait mis au courant de ma requête qui vous sera rédigé; mais en dépit que nous portons à votre connaissance que ce n'était le seul effet qui se passaient ce dernier à mon canton, alors qu'une fois de plus le campement des mercenaires se rendant en particulier à Batotchin par la décision criminelle du chef de région Bamiléké en date du 13 juillet 1955, qui lui autorise les massacres du peuple de ce canton en cause, avait opposée un mandat populaire de son vrais fils MBounya Etienne, au contraire que nous sommes tous ravagés et que le temps nous parait que le Juge Administratif devant le conseil d'Etat de Paris qu'au cours de l'instruction que le position de M. Etienne MBounya s'étant juridiquement déposée, alors que le chef de région Bamiléké s'est immisé dans les Domaines réservés aux autorités Judiciaires comme l'incendie volontaire devient éclarté à la suite de cette décision du 13-7-55, de même qu'à notre absence au courant du 17 janvier dernier, un complot de cette nature se rendant à Batotchin, Meeting réunion comme a été fait l'année dernière à l'abus d'autorités par voie des vols des fusils d'armes comme (illisible) 36 boefs de M. Nimpo furent déportés de même en vente à Mbouda par vos complicités sanguinaires ci-dessus, à savoir à laquelle, plusieurs réclamations aient été vous adressés, mais autorités judiciaires n'avaient pas pu faire ouverte aucune enquête Administrative, alors que ces plaintes scamoufflant jusqu'à l'heure actuelle sous vos casieres, que nous soulevons une protestation contre cet acte arbitrage, au contraire, nous vous demandons énergiquement si les autorités judiciaires et les autorités régionales respecteront qu'une loi existait à la poursuite contre les accusés de réceptions des lettres recommandées qui paraissent de faire un constat urgent à Batotchin !!

Veuillez agréer, le Procureur et Juge d'Instruction, l'assurance de notre requête constituait, d'une suite favorable.

Tous droits dépens et réserves.

Ampliatiions

MM. le Président et Membres du conseil Supérieur de la Magistrature
au Ministre de l'O.M.
au Président du conseil d'état
au Haut Commissaire du Cameroun
Secrétaire général de l'ONU

Le Chef Canton

Tyo Mankam Joseph

Le Présentant général

MBounya Etienne

T/PET.931 Add.3

Télégramme

MM. Chef Région Bamiléké Procureur - Juge Instruction Dschang

SIGNALONS - INCENDIE DOMICILES CHEF MANKAM JOSEPH CANTON BATOTCHIN - REMARQUONS
COMPILOT CAMION 0724 C4 - SAMBENKENG BONIFACE - CHEF POSTE GENDARMERIE CHEF
SUBDIVISION BOUDA - SINCOA - COMPLICITES ARBITRAGES - NGUEMETA JOSEPH -
JOHN NKOUETE - NIMPA RICHARD - SOWAT NICODEME - NKOUANG PIERRE - TALLA MICHEL -
NGOUFFO CAPTAIN - TAGAM NDIFFEU - FOBASSO GABRIEL - TSAAH ETIENNE -
MINUIT 10-8-57 VIDANT BOUTEILLE ESSENCE TRACE INEFACABLES

DEMANDONS CONSTAT STOP CRIME VOLONTAIRE

MBOUNYA ETIENNE

MANKAN JOSEPH

B.P. 37 NEWBELL DOUALA

AMPLIATIONS -

MM. Secrétaire Général de l'ONU

Le Président du Conseil d'Etat Paris

Le Haut commissaire français au Kameroun.
